

DOCUMENTI

IAI

LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE PAYS DU SUD DE LA MÉDITÉRANÉE: PERSISTANCE DES BLOCAGES OU NOUVEAU DÉPART?

par Michel Chatelus

Relation présentée a la Conférence internationale "Security Challenges in the
Mediterranean Region"
Rome, 23-24 Septembre 1994

ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI

La coopération économique entre pays du sud de la Méditerranée: persistance des blocages ou nouveau départ ?

Introduction

La coopération économique entre pays du sud de la Méditerranée est extrêmement limitée, voire quasi inexistante dans le cas de nombreux États de la région. Le poids défavorable de l'histoire et de la géopolitique s'ajoute en effet aux limites provenant des structures d'activité et des conditions de production. Cette faiblesse des relations intra-régionales contraste avec la densité des relations de la plupart des États et des sous ensemble régionaux du Sud avec les pays du nord de la Méditerranée et le fort degré d'interdépendance que suscitent en particulier la proximité géographique, la dimension des flux pétroliers, les mouvements migratoires les menaces écologiques sur l'environnement Méditerranéen. On ne s'est jamais trouvé aussi éloigné des perspectives "tiers mondistes" des années 70 et du début des années 80 préconisant l'autosuffisance collective des pays du Sud, et appelant à la "déconnexion" entre ceux ci et l'économie mondiale capitaliste contrôlée par les pays du Nord.

Dans la mesure où les blocages des relations économiques trouvent le plus souvent leur origine dans des facteurs politiques à la fois internationaux et locaux, les bouleversements politiques que connaît depuis quelques années la région sont susceptibles de modifier les données et les comportements économiques, et ouvrir la voie à une nouvelle approche de la coopération régionale. La fin de la guerre froide oblige les protégés de l'ex URSS à s'orienter progressivement vers une nouvelle conception de leur sécurité, fondée davantage sur la réussite économique et la coopération avec les voisins que sur les rapports de force, l'hégémonisme et l'économie étroitement administrée. Les perspectives de fin de la belligérance arabo-israélienne sont porteuses de modifications profondes non seulement des relations entre Israël et les pays arabes, mais aussi des rapports économiques entre les pays arabes eux mêmes, et avec les grands voisins, la Turquie notamment. Après une vague d'études et de perspectives extrêmement optimistes sur l'impact de la paix sur les relations économiques et le développement global du Moyen-Orient, on semble entrer dans une période où les réserves, voire les attitudes nettement pessimistes prennent une importance croissante. Refusant l'une et l'autre approche a priori; l'objet de cette étude est d'évaluer le potentiel de changement économique ouvert par la nouvelle situation politique, en

tenant compte du fait qu'aucune perspective ne peut être purement économique, et que les inter-influences sont étroites et permanentes entre la politique et l'économie au sud de la Méditerranée.

Nous rappellerons les éléments les plus significatifs du bilan, largement négatif, des relations et de la coopération régionale telles qu'on peut les observer aujourd'hui.(I). Nous examinerons ensuite les perspectives et les conditions d'une coopération régionale dans le contexte politique du milieu des années 1990.(II). Nous exposerons enfin le contenu possible et les grands enjeux de cette nouvelle donne économique entre les pays du sud de la Méditerranée.(III).

I- Les relations et la coopération économiques Sud/Sud en Méditerranée, un bilan fortement négatif.¹

Il n'existe pas de région économique "Sud-Méditerranéenne", ou "Moyen-Orientale", ou "arabe", identifiable par une certaine intensité des échanges et l'existence d'instances et d'institutions de coordination et de coopération. On ne peut même pas observer des sous ensembles dont les relations internes entre États membres seraient plus denses que leurs rapports avec l'extérieur. Par contre la plupart des pays de la région ont des problèmes identiques et des caractéristiques qui les rapprochent, ce qui pourrait justifier des démarches harmonisées, et la recherche de solutions en coopération. On observe que ni le développement des circuits et des pratiques de l'économie rentière, directe ou dérivée, qui ont concerné depuis vingt ans la totalité des pays arabes, ni les intenses mouvements migratoires qui leur sont liés, n'ont permis le développement de schémas de coopération significatifs, ni a fortiori d'éléments d'intégration économique.

I-1 La faiblesse des liens économiques se traduit de la manière la plus significative par un très faible niveau d'échanges commerciaux. Cette région du monde qui a de très longue date été une zone de passage et de commerce entre l'Orient et l'Occident, et où les marchands ont toujours occupé une place économique et sociale prééminente, est paradoxalement caractérisée aujourd'hui par sa marginalisation dans l'échange international, et l'insignifiance du commerce intra-régional. Le commerce extérieur du Moyen-Orient, (Turquie et Maghreb exclu, Iran inclus), représente environ 3,7% des importations et des exportations mondiales en 1992.² Le commerce entre pays du Moyen-Orient s'inscrit pour moins de 8% dans le total des échanges de la région (\$ 12,5 Ma d'importations, et \$ 10 Ma d'importations en 1992 soit environ 0,3% du commerce mondial). La prise en compte du Maghreb réduit encore ce pourcentage, car les échanges intra-maghrébins sont extrêmement limités: 2 à 3% du commerce total pour le Maroc et la Tunisie, moins de 1% pour l'Algérie, et les échanges de chaque pays avec l'ensemble Maghreb et Moyen-Orient n'atteint pas 6% du total dans le meilleur des cas, celui de la Tunisie, du fait essentiellement de ses relations avec la Libye. L'insertion de la Turquie dans le réseau commercial régional sans être aussi dérisoire reste faible, compte tenu des besoins en pétrole du pays et de sa capacité

manufacturière: environ 15% des importations et des exportations concernent le Moyen-Orient, pour moitié, ces importations consistent en pétrole saoudien. Après avoir constitué 10% du commerce extérieur turc en 1989, les échanges officiels avec l'Irak sont nuls en 1992, et les échanges avec la Syrie, avec laquelle la Turquie a une très longue frontière sont chroniquement dérisoires, (moins de 2% des échanges turcs). Depuis le traité de paix de 1979, l'Égypte ne respecte plus le boycott, mais les relations commerciales Égypto-Israéliennes sont restées réduites, Israël ne couvrant qu'une part limitée de ses besoins en pétrole par des importations d'Égypte. Les échanges officiels entre Israël et les autres pays arabes sont soumis au boycott de ces derniers, et même si un certain volume de produits israéliens atteint les marchés arabes sous étiquette palestinienne, le détournement reste limité. La faiblesse des échanges, y compris entre pays arabes voisins est plus significative encore si on tient compte du fait que le pétrole constitue 87% des importations intra-régionales, et les produits manufacturés moins de 10%. De toutes les régions du monde entre lesquelles sont regroupées les pays en développement, le Moyen-Orient est de très loin celle où les échanges intra-régionaux sont les plus faibles, et une de celles dont le pourcentage d'échanges avec les pays de l'OCDE est le plus élevé.

Certains **mouvements de capitaux** ont été enregistrés dans les années 1970 et 1980. Des entreprises conjointes arabes ont été créées, en particulier dans le domaine bancaire, dans certaines industries, au premier rang desquelles on trouve les activités liées au pétrole, et dans le secteur touristique. Pour l'essentiel, cependant, ces opérations concernent les pays pétroliers du golfe, et dans une mesure beaucoup plus limitée, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc. Les pays ayant les besoins les plus cruciaux d'investissement extérieur n'en n'ont pas bénéficié, et le secteur agricole pour lequel des projets grandioses de développement avaient été évoqués dans les années 1970 (le Soudan, en particulier devait devenir le "grenier du monde arabe"), n'a reçu pratiquement aucun investissement. Les capitaux des pays excédentaires jusqu'au milieu des années 1980, n'ont que très marginalement contribué à une politique de croissance régionale. Les transferts financiers sous forme d'aide, de prêts concessionnels des États pétroliers et des Fonds de développement ont représenté des sommes importantes pour la Jordanie, l'Égypte, la Syrie dans les années 1970, (22% du PNB égyptien en 1975 serait dû à l'aide arabe), mais ils sont très liés à des conditions politiques, vont considérablement diminuer dans les années 1980, (certains pays verront un retour de ce type de contributions en contrepartie de leur position anti-irakienne lors de la guerre du Golfe), traités comme aides budgétaires ils stimulent très rarement des démarches coopératives.

Contrastant avec la faiblesse des échanges de marchandise et les insuffisances des mouvements de capitaux, on observe des **mouvements migratoires de grande ampleur**, qui pour une part prolongent des comportements traditionnels dans un espace où le nomadisme a longtemps prévalu, mais qui traduisent aussi l'évolution politique et économique. Au Maghreb et en Turquie, les migrations se font vers les États de la CEE, leur impact est très important sur l'économie des pays de départ, les envois de fonds des émigrés pouvant contribuer de manière parfois décisive à l'équilibrage de la balance courante, elles ne peuvent qu'accroître l'éloignement économique entre pays de la région. Les mouvements de population entraînés par la création

d'Israël, immigration juive et exode palestinien vers les pays arabes voisins et vers des exils plus lointains et le plus souvent irréversibles, ont des conséquences économiques complexes, mais incontestablement défavorables à la création ou au resserrement de liens économiques, du fait du climat d'affrontement permanent qu'ils entretiennent. D'une toute autre nature apparaît la situation créée par les flux de **travailleurs migrants vers les pays pétroliers**, qui a atteint son apogée au milieu des années 1970, et qui malgré le déclin ultérieur concernerait encore près de 4 millions de travailleurs. Les flux concernent d'une part des travailleurs qualifiés, en particulier Palestiniens, Égyptiens, Libanais, Syriens, et d'autre part des travailleurs sans qualification, en particulier égyptiens et yéménites. Certains pays comme la Jordanie, et autrefois le Liban, connaissent en même temps une expatriation de personnes qualifiées, et une immigration de personnes non qualifiées. Les transferts financiers des émigrés sont la première source de devises pour des pays comme l'Égypte (plus de \$ 6 Ma. en 1992), pour le Yémen et la Jordanie (les recettes fluctuent en fonction des aléas de leurs relations politiques avec les pays du Golfe, et dépassent certaines années \$ 1 Ma.). Ces mouvements de travailleurs de grande ampleur, facilités par la langue et la religion communes, auraient pu constituer un puissant facteur de rapprochement économique, et même d'intégration entre les pays concernés. La nature des relations politiques, et les écarts énormes de revenus entre pays de départ et pays pétroliers d'arrivée ont au contraire contribué à en faire bien souvent un **facteur de tensions** aggravant les divergences intra-régionales. Les pays pétroliers se sont rapidement inquiétés de la présence massive sur leur sol d'immigrés arabes excédant souvent largement en nombre la population autochtone. Dès le début des années 1980, ils ont cherché à réduire cette présence en faisant appel de préférence à des asiatiques culturellement lointains et plus faciles à contrôler. La chute des revenus pétroliers a accentué la tendance à restreindre le nombre de travailleurs arabes. La guerre du Golfe enfin a entraîné des expulsions massives, dans des conditions souvent très dures, par les Koweïtiens de Palestiniens accusés de complicité avec l'Irak, par l'Arabie Saoudite de Yéménites, dont le gouvernement avait pris le parti de l'Irak, par l'Irak de très nombreux Égyptiens. Les travailleurs immigrés éprouvent souvent un ressentiment violent à l'égard de pays très riches qu'ils accusent de les mépriser et de mal les traiter dans la vie quotidienne, et de les prendre en otage en cas de conflits politiques entre États. Destinée à poursuivre son déclin dans les prochaines années, l'émigration vers les pays pétroliers a pu contribuer à retarder les ajustements inévitables des économies de départ aux quelles elle apportait un ballon d'oxygène, sans contribuer réellement à la mise en place d'une économie productive, ni à l'établissement de coopération entre les États intéressés.

1-2 La faiblesse des relations intra-régionales peut trouver des **explications économiques**. Il existe peu de complémentarité entre les productions et donc les possibilités d'échanges sont limitées. L'offre de produits industrialisés est très réduite, et l'hypertrophie des services générale; les mouvements de main d'oeuvre vers le Golfe ont freiné le développement industriel dans les pays à forte population qui ont ainsi remplacé l'exportation potentielle de

produits par l'exportation de travailleurs avec des conséquences négatives sur la coopération régionale. A l'exception d'Israël, le niveau de développement reste faible, même dans les riches pays du Golfe, et la capacité technologique disponible dans la région est très insuffisante pour répondre aux besoins, ce qui rend indispensable les appels à l'extérieur et renforce les tendances à l'extraversion.

Quelque soit le poids de ces pesanteurs, l'explication fondamentale des cloisonnements et de l'absence de rapports économiques entre pays de la région analogues à ceux qui sont observés dans d'autres régions du monde, même en l'absence de marché commun ou de zones de libre-échange, est d'ordre politique. Dans l'ensemble de la région, **une logique politique et stratégique surdétermine depuis très longtemps les choix économiques**. Elle induit des comportements et des options qui sont déterminés par les rivalités, les affrontements et les prétentions hégémoniques. Aucune rationalité économique ne peut s'imposer, a fortiori aucune approche coopérative, en l'absence d'un minimum de confiance entre partenaires, et de bonne foi réciproque concernant le respect des principes fondamentaux et des pratiques qui régissent l'ordre économique mondial. En fait la question essentielle est celle de la normalisation des rapports politiques entre les États de la région, préalable indispensable à toute rationalisation économique interne et extérieure. Trois dimensions au moins constitutives de cette surdétermination par le politique peuvent être identifiées, qui devront être surmontées pour instaurer un climat favorable à une coopération économique efficace. Le Moyen-Orient, d'abord, est depuis près de 50 ans une zone de confrontation militaire et de conflits armés incessants, qui sont loin de se limiter aux guerres israélo-arabes. Toute vision de la sécurité est de ce fait conçue en termes stratégiques et militaires, et les considérations économiques ne peuvent être retenues qu'en appui de ces stratégies, et subordonnées à celles-ci. La géographie comme l'économie sont victimes de distorsions du fait des guerres, et une véritable géographie de la paix devra être construite. Zone de conflits permanents, ensuite, le Moyen-Orient est la région du monde où les dépenses militaires sont, de très loin, les plus fortes par rapport au PNB. Selon les estimations du SIPRI, sur la période 1978-1986; les dépenses militaires dans la région absorbent 17% du PNB, (25% en Israël et en Irak), et à lui seul, le Moyen-Orient réalise 40% des dépenses militaires du tiers monde. Les importations d'armes absorbent souvent la majeure partie de recettes en devises, les personnels qualifiés sont en priorité affectés au secteur de la défense, enlevant à l'économie civile des compétences indispensables. La surdétermination par le politique enfin a contribué à renforcer le poids de l'État et un contrôle extrêmement étouffant de l'économie, y compris les relations avec l'extérieur, soumettant à la "raison d'État" ou plutôt au fait du prince toutes les décisions économiques. Depuis quelques années, en Israël d'abord, puis plus timidement en Égypte, en Jordanie et même en Syrie, une politique de libéralisation et de désétatisation de l'économie est mise en oeuvre, mais, entre autres obstacles, la militarisation en limite les résultats. Toute tentative de coopération régionale, dans un tel climat sera accueillie avec suspicion, sauf si elle peut renforcer une entreprise hégémonique à l'égard des autres États qui y seraient associés.

1-3 Les nombreuses tentatives de création de liens institutionnels et de coopération entre pays arabes, et les échecs qu'elles ont toutes subies attestent des difficultés auxquelles se heurtent toute démarche de rapprochement, même limitée à une partie des pays arabes. Une insertion d'Israël et de la Turquie dans un programme régional de développement se heurtera à des préalables plus lourds encore. Dès les années 1950, à l'instigation de la Ligue Arabe, des accords de commerce sont conclus entre plusieurs États du Machrek, un projet très ambitieux d'Union Économique sera élaboré en 1962 et ratifié par 7 pays, il donnera en particulier naissance à un Conseil de l'Unité Économique Arabe, mais il n'en sortira pratiquement aucune conséquence concrète pour les relations entre les pays signataires.³ En 1964 est créé entre l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et l'Irak un Marché Commun Arabe, dont l'objectif est d'instaurer une zone de libre échange entre les membres puis dans un second temps une Union Économique. Malgré l'adhésion ultérieure d'autres pays, le MCA n'a jamais connu d'existence réelle, mais n'a semble-t-il jamais été officiellement dissous. En 1989 un Conseil de Coopération Économique Arabe réunira de façon tout aussi éphémère et fictive l'Égypte, l'Irak, la Jordanie et le Yémen. Cette opération anti-syrienne, privée de tout réalisme économique, ne survivra pas à l'agression irakienne contre le Koweït. Seul le Conseil de Coopération du Golfe, qui associe l'Arabie Saoudite et les petits États de la péninsule depuis 1981 permet une certaine coordination entre ses membres, sans toutefois échapper totalement aux tentations hégémoniques du partenaire le plus puissant, ni aux dissensions internes. Le projet d'Union Monétaire Arabe n'a jamais pu se traduire par une institution disposant d'une véritable influence. Les promoteurs en 1989 de l'UMA (Union du Maghreb Arabe), réunissant les trois pays centraux de l'Afrique du Nord, la Libye et la Mauritanie entendaient éviter les pièges d'une approche intégrationniste irréaliste, et adopter une attitude pragmatique en privilégiant des projets sectoriels communs bien identifiés et rapidement opérationnels. La crise algérienne n'a pas permis de tester le bien fondé de cette approche.

1-4 On a très souvent évoqué dans les années 1970, lorsque les revenus pétroliers se sont accumulés, le rôle possible du pétrole comme facteur d'intégration des économies arabes. La complémentarité entre les capitaux et la matière de base provenant des producteurs de pétrole, les ressources humaines disponibles au Proche-Orient, dans la vallée du Nil et au Maghreb, et les techniques que les dollars du pétrole permettaient d'acheter en Occident conduisaient à envisager un nouvel âge d'or dont les bénéfices seraient répartis entre tous les pays arabes, la Turquie pouvant y trouver aussi son compte. Des schémas grandioses ont été élaborés, mais très vite le développement accéléré et l'intégration des économies arabes se sont avérés utopie et mythe. La généralisation de l'économie de rentes, avec les syndromes bien connus de la maladie hollandaise, le clientélisme, les déséquilibres économiques et sociaux, les "éléphants blancs" et la spéculation, a bloqué tout schéma de mise en place, sur une base de coopération régionale, d'une économie productive. Le pétrole a intensifié les inégalités, renforcé l'extraversion des pays producteurs, sans doute provoqué directement certains conflits et contribué à en entretenir

d'autres. Il n'a en tout état de cause pas été un facteur unificateur, et ce n'est pas du côté de l'intégration par le pétrole que le sud de la Méditerranée pourra trouver le modèle, les instruments et le ciment des coopérations intra-régionales indispensables.

II- Nouvelles perspectives et conditions d'une coopération régionale dans le contexte politique des années 1990.

Le poids déterminant du politique dans l'explication du bilan négatif de la coopération régionale conduit à s'interroger sur les implications pour l'économie des mutations politiques qui surviennent au début des années 1990. Si l'hypothèse selon laquelle les options économiques sont surdéterminées par les considérations et les contraintes politiques et stratégiques est acceptée, les nouvelles données de la politique peuvent permettre d'envisager une nouvelle approche des questions économiques régionales. La formulation selon laquelle "In the Middle-East, even more than elsewhere, the political aspects of coordinated regional efforts to fully utilise the economic potentials, are of paramount importance"⁴ nous paraît tout à fait justifiée. Il n'est pas acquis cependant que cette approche soit spontanément celle d'une rationalité économique permettant une meilleure allocation des ressources et une coopération conçue comme un jeu à somme positive pour tous les partenaires. Une question essentielle est donc de savoir si les relations économiques, libérées de contraintes politiques très pesantes, pourront s'autonomiser, et s'orienter vers la recherche de l'efficacité et d'avantages à partager, ou si une nouvelle forme de la surdétermination par le politique remplacera l'ancienne. Dans une vision réaliste et positive, on peut considérer que les considérations fondamentalement politiques tiendront longtemps une place importante dans les évolutions économiques au sud de la Méditerranée, mais qu'à la faveur de la réussite du processus de paix, s'étendant des rapports Israélo-Arabs à l'ensemble des conflits régionaux, **les modalités du compromis entre la politique et l'économie évolueront** en faveur de la logique de la production et de l'échange efficaces à l'échelle de la région. L'une des clefs d'une telle évolution est la modification des perceptions de la sécurité par les principaux pays de la région, en particulier ceux dont l'effort militaire est considérable, et qui gèrent leur économie dans une optique de confrontations et de rapports de force. Il faut passer à une **vision économique et sociale de la sécurité**, la croissance et la satisfaction des besoins dans l'ensemble de la région étant le moyen le plus efficace pour atteindre la sécurité intérieure et extérieure.⁵

II-1 Les aires de coopération potentielle doivent être identifiées à partir du noyau conflictuel le plus dur et le plus déterminant pour une pacification généralisée: l'espace Israël-Palestine. Il faut en même temps considérer que les relations entre Israël et l'entité palestinienne seront longtemps trop spécifiques et inégales pour servir de modèle pour les relations

avec les autres pays arabes, mais que la réussite de cette coopération sera déterminante pour l'évolution des rapports avec l'ensemble des pays de la région.

Par leur conception même, les accords de Washington postulent une forme particulière de normalisation des rapports économiques, et de multiples modalités de coopération, en fait une forme d'union économique, entre les Territoires Occupés, devenus la nouvelle entité palestinienne, (en réalité l'État Palestinien), et Israël. L'association étroite de la Jordanie à cet ensemble paraît inévitable. Les problèmes économiques les plus graves et les plus urgents soulevés par le processus de paix devront être à court terme traités à ce niveau. De nombreux programmes de coopération sont évoqués dans les annexes des accords "Gaza-Jéricho", les modalités effectives de la coopération envisagée restant assez floue.⁶ Les bases du développement économique palestinien, et une amélioration sensible du niveau de vie et du volume des emplois devront très vite être assurés, sous peine de voir échouer tout le processus, et toute extension de la coopération et de la coordination économique à d'autres partenaires régionaux.

Il faut ajouter aux trois entités précédentes (qui constituent le "cercle interne") **la Syrie et le Liban**, pour obtenir l'ensemble Proche-Orient, qui à bien des égards est une réalité historique et géographique qui s'impose souvent comme espace de référence significatif pour traiter en profondeur les problèmes économiques. L'insertion de la Syrie est une condition essentielle pour la réussite du processus de paix, à la fois parce qu'elle est indispensable pour un déblocage politique, parce que l'équilibre et la cohérence du sous ensemble régional sont inconcevables sans elle, et parce que sa situation géographique la place au centre de tous les circuits d'échange et des projets d'intérêt commun. La reconstruction du Liban, et son retour comme centre de services et de tourisme, sont conditionnés par sa participation active à une coopération régionale.

L'Égypte, en paix depuis 15 ans avec Israël, mais qui n'en a pas tiré avantage, alors que ses relations avec ses voisins restaient très limitées, même après la réconciliation, doit renforcer sa dimension régionale dans le nouveau contexte. Par sa masse démographique, son potentiel industriel (qui devrait bénéficier progressivement des améliorations apportées par les réformes structurelles en cours), elle est un élément stabilisateur essentiel, seul capable d'assurer un certain contre poids à l'économie israélienne.

La **Turquie** pose un problème particulier, dans la mesure d'abord où elle n'a pas de contentieux avec Israël, mais que celui qu'elle entretient avec la Syrie est ancien, très lourd et multiple. Les relations économiques entre les deux pays sont quasi inexistantes. Grande puissance régionale, château d'eau du Moyen-Orient, engagée dans un immense projet hydraulique dans le sud-est du pays (le GAP, Grand Projet Anatolien), qui a de graves conséquences pour les pays en aval, nation en voie de modernisation et à croissance rapide, la Turquie ne peut être absente des schémas de coopération régionale. De plus, le problème kurde et les gros préjudices qu'entraînent pour elle le boycott, l'impliquent fortement dans l'affaire irakienne. Elle paraît tentée depuis quelques années de se détourner de son sud, pour s'intéresser davantage aux rives de la mer Noire, et aux États musulmans de l'ancienne URSS⁷. Dans un récent article consacré à la politique étrangère et aux options stratégiques de la Turquie, l'actuel premier ministre, Madame Ciller ne mentionne même

pas le Moyen-Orient.⁸ Il s'agira donc d'offrir à la Turquie des raisons sérieuses de s'impliquer dans une coopération Moyen-Orientale, dont elle pourrait tirer des avantages importants en accroissant ses exportations agricoles et industrielles, et en valorisant ses compétences technologiques. La prévalence d'un véritable climat de paix généralisée devrait permettre un accord global sur l'eau, condition et résultat à la fois d'une normalisation des rapports avec la Syrie.

En dépit de l'échec du schéma d'intégration par le pétrole, les pays pétroliers du Golfe ne peuvent se désintéresser des évolutions régionales, ils emploient encore de très nombreux immigrés arabes, disposent malgré la chute de leurs revenus, de moyens financiers importants, et dépendent pour la pérennité de leurs régimes d'une situation de paix et de prospérité économique au Moyen-Orient, au moins autant que de la protection rapprochée des forces armées des États Unis. Il leur faudra adopter des comportements plus positifs que ceux qu'ils manifestent actuellement à l'égard de la situation régionale⁹ et des besoins de financement qu'elle fait naître, en particulier pour que soient réduites les énormes inégalités entre États, qui peuvent prendre à tout moment un caractère explosif dont ils seraient les victimes désignées.

Il ne paraît pas utile d'évoquer pour le moment le cas de l'Irak et de l'Iran, mais il est bien évident que tous deux ont vocation à être partie prenante dans les programmes de coopération régionale.

Selon la nature des problèmes abordés, et en fonction de la levée des préalables politiques, on pourra connaître de multiples configurations de coopération "à géométrie variable", la priorité revenant à court terme aux coopérations entre les membres du "cercle interne". Les réussites entraîneront d'autres succès, mais les échecs seront eux aussi contagieux.

II-2 La recherche de schémas directeurs ou de modèles de référence

- fait l'objet de nombreuses démarches, et suscite des controverses. Il est évident cependant que toute
- démarche qui ne postulerait pas la recherche d'avantages partagés, et de relations partenariales fondées sur l'équité et l'égalité des droits entre les parties est vouée à l'échec

La création du **Marché Commun Européen**, et son évolution vers une Union Européenne fascinent beaucoup d'observateurs, et certains évoquent une transposition du processus au profit d'une union économique des pays arabes de la région, les plus audacieux y introduisant aussi Israël. Cette utopie ne permet guère de faire progresser la réflexion sur les étapes de la coopération et sur ses modalités, tant elle fait abstraction de l'ampleur des tensions, des oppositions et des conflits qu'il faut surmonter. La seule approche réaliste est celle du gradualisme, et de la recherche permanente du compromis pragmatique le plus efficient entre ce que l'économie requiert, et ce que l'état des relations politiques permet.

La première étape doit être la **normalisation** aussi complète que possible des relations économiques entre pays de la région. Par normalisation nous entendons l'établissement de rapports corrects et "banalisés", entre États voisins, reconnaissant mutuellement leur légitimité et leurs frontières, pratiquant entre eux les échanges économiques, commerciaux et financiers répondant à leurs besoins et à leurs intérêts respectifs, et respectant dans ces relations les règles et codes de

conduite qui régissent les relations internationales. Bien évidemment, la banalisation ne pourra être ni totale, ni immédiate, compte tenu de la situation de départ, en particulier en ce qui concerne les rapports Israëlo-Palestinien, et sous certains aspects, sera très longtemps maintenue une "exceptionnalité" des relations intra-régionales, mais la référence nous paraît utilisable pour identifier les premières étapes de l'économie de paix. Il s'agit de sortir de l'État d'urgence permanent qui depuis près de 50 ans justifie les comportements économiques les plus irrationnels et des distorsions dont le coût est extrêmement élevé. Cette normalisation ne concerne pas seulement les rapports entre États, elle doit aussi affecter l'évolution interne des économies, engagées dans des réformes structurelles, voire des politiques d'ajustement et de libéralisation et conforter les processus d'ouverture, de modernisation de la gestion, de renforcement des structures fiscales et financières, de rééquilibrage macro-économique.

Parallèlement, ou ultérieurement on peut envisager que se constituera selon diverses configurations possibles et successives, une **zone de libre-échange**, à l'image des nombreuses expériences en ce sens actuellement observées dans le monde. Des précautions devront être prises pour éviter des effets de domination trop brutaux, en particulier dans le cas des relations entre l'économie israélienne et ses voisins palestiniens et jordaniens, qui sont en même temps les premiers pressentis pour initier une expérience de **zone de libre échange Proche-Orientale**, et les plus distants en termes de niveau de revenu et de développement technologique.¹⁰ On ne pourra pas laisser jouer sans restrictions et sans contrôles "les libres forces du marché", dans une MEFTA (Middle East Free Trade Area)¹¹ il faudra instaurer des dérogations, des garde-fous, des clauses de sauvegarde et le cas échéant faire appel à des cautions ou des garanties extérieures.

Des **coopérations techniques** portant sur des opérations sectorielles d'intérêt commun devraient pouvoir très rapidement être mises en oeuvre. Par leur nature, elles peuvent faire relativement souvent l'objet d'accords sur les objectifs et les moyens, et en cas de réussite, elles renforcent la confiance entre partenaires, mais par ailleurs, elles ne peuvent être entreprises que si existe déjà entre les partenaires un minimum de confiance, dont le fondement ne peut être que politique, et non une affaire de techniciens. L'inter-influence entre le politique et l'économique imposera longtemps ses contraintes.

L'élaboration d'un **cadre institutionnel** mettant en place et codifiant des procédures formelles viendra sans doute tardivement, car de telles institutions exigent que soient réellement résolues les divergences politiques essentielles, y compris entre les pays arabes. Beaucoup de progrès peuvent être réalisés en l'absence d'un tel cadre. Il devient cependant indispensable si on veut accéder au stade de la coordination des politiques économiques, s'orienter vers un accord monétaire et une harmonisation des fiscalités. Ces questions ne sont pas pour l'instant à l'ordre du jour sauf pour les relations entre Israël et les Palestiniens. On accède tout juste à la perspective de voir se mettre en place des schémas de coopération à plusieurs vitesses, à plusieurs niveaux, à plusieurs géométries, la question clef étant une convergence minimale des acteurs régionaux sur les modalités du jeu coopératif qu'ils envisagent.

11-3 L'accord paraît réalisé sur l'idée que le jeu de la coopération économique dans une région pacifiée, entre partenaires instaurant des relations normalisées sur la base de la rationalité des échanges, puis de la coopération, sera un jeu à **somme positive**. La référence est largement admise à des systèmes d'économie de marché, largement ouvertes sur l'extérieur et libéralisées, recherchant une allocation efficiente des ressources et une gestion libérée des pesanteurs bureaucratiques et des contraintes de l'économie de guerre largement administrée. Le débat essentiel, les divergences de fond portent sur le **partage des gains** et sur les risques d'un renforcement des inégalités actuelles, au détriment des États les plus pauvres et des populations les plus défavorisées.

Les points de vue **arabes** ne sont pas uniformes. On peut identifier un groupe "optimiste" ou "pragmatique" formé de partisans des bienfaits de l'économie des marchés et du renforcement de la libéralisation, qui estiment qu'il ne faut pas surestimer les supériorités de l'économie israélienne, et que pour autant que les règles du jeu soient claires et respectées par tous, les économies arabes ont plus à gagner qu'à perdre à une confrontation qui les obligera à coopérer, à accélérer les processus d'ajustement et de libéralisation dans lesquels elles sont engagées, à s'adapter aux exigences de l'insertion dans l'économie mondiale.¹² Une autre vision, plus "idéologique" exprime des réserves souvent très fortes, certains de ses défenseurs rejettent le principe même d'une restructuration économique du Moyen-Orient intégrant Israël, quelques soient les précautions et les délais. La communauté économique Moyen-Orientale ne serait qu'une adaptation aux réalités présentes du projet sioniste hégémonique de domination de la région. La point central de l'argumentation porte sur l'incapacité pour les économies arabes, dans leur état actuel de résister à la supériorité économique et surtout technologique d'Israël, renforcée par les concours internationaux exceptionnels dont il bénéficie. L'ouverture des vastes marchés arabes serait extrêmement avantageuse pour les produits israéliens, mais le marché israélien, de faible dimension serait sans intérêt pour les produits arabes, peu compétitifs et mal adaptés. Les capitaux étrangers et les firmes multinationales qui vont attirer la paix choisiront de préférence Israël, plus "moderne", lorsqu'une telle implantation leur donnera accès à l'ensemble du Moyen-Orient. Les Israéliens eux mêmes en promouvant les mérites d'une coopération régionale permettant d'associer les capitaux du Golfe, la main d'œuvre bon marché de l'Égypte et d'autres pays arabes, l'eau de la Turquie et la capacité technique et gestionnaire israélienne, projettent l'image d'une coopération inégale.¹³ Les arabes se verraient confinés dans le rôle de sous traitant pour les firmes implantées en Israël, et leurs perspectives de développement n'en seraient guère améliorées. La plus grande vigilance serait donc de rigueur, et en particulier, l'abandon du boycott, qui reste un des rares atouts arabes même si ses effets sont aujourd'hui contestés, devrait faire l'objet de négociations, non être posé comme préalable, et donner lieu à des contreparties améliorant la part arabe dans le partage des gains du jeu coopératif régional.

Les Israéliens mettent naturellement l'accent sur l'existence des gains globaux à attendre du processus d'ouverture, d'accroissement des échanges et de réalisation de projets communs. Les

gains pourraient être suffisamment élevés pour que même si dans un premier temps, la répartition favorise Israël, les États arabes pourraient eux aussi en tirer profit. Ils adoptent donc une approche aussi "dépolitisée" et aussi technique que possible, insistant sur la rationalité économique, les avantages à tirer de la proximité géographique, les caractéristiques communes aux économies arabes et israéliennes, à la similitude des problèmes à résoudre, pour lesquels leur expérience peut être très profitable à l'ensemble de la région. En dehors des relations avec l'entité palestinienne et la Jordanie, qui exigent d'emblée des options globales et politiques, ils préfèrent des approches sectorielles plutôt que des approches générales, des dossiers de nature technique et les discussions d'experts, des négociations bilatérales.

La **Turquie** a vocation à retrouver un rôle dans une région où elle a longtemps occupé une place déterminante et avec laquelle les relations sont parfois très conflictuelle. Elle a des marchandises et de l'expertise à vendre, elle contrôle une grande partie des ressources en eau des pays arabes, et plusieurs voies d'évacuation du pétrole vers la Méditerranée. Le blocus de l'Irak lui a coûté très cher, et sa suspension serait sans doute une des conditions qui pourrait l'inciter à s'intéresser activement à ses voisins du sud, dont elle a tendance à se détourner au profit des nouvelles perspectives ouvertes par la fin de l'empire soviétique. En tout état de cause, elle devra être présente sur les grands dossiers de l'eau et de l'énergie et des transports régionaux.

II-4 Même en cas d'acceptation par tous d'une règle du jeu, la **question** **partage des gains** obtenus du fait d'une approche coopérative est cruciale. Elle l'est d'autant plus que non seulement Israël est mieux placé pour recueillir les avantages dans la période initiale que les économies arabes dont l'adaptation sera plus lente, mais aussi que les **dividendes de la paix** proprement dits, c'est à dire la récupération au profit de l'économie civile et du bien être des populations de ressources jusqu'ici affectées aux usages militaires ou détournées d'une utilisation productive seront, selon des avis très convergents, très limités dans une première période. L'exemple de l'Égypte, dont les dépenses militaires en pourcentage du PNB n'ont pas été réduites après Camp David, et qui n'a pas tiré de profits directs sensibles de la paix est invoqué à l'appui de cette hypothèse. A court terme, d'un point de vue statique, les urgences de la reconstruction et de la réhabilitation, la nécessité d'obtenir rapidement des améliorations tangibles de la situation matérielle d'une partie importante de la population qui exigera des preuves que la nouvelle orientation lui est favorable, vont augmenter considérablement les dépenses pour établir les conditions de la nouvelle approche, économique, de la sécurité. Au même moment, les dépenses traditionnelles de sécurité ne seront pas réduites tant que la confiance ne sera pas vraiment établie, ceci s'appliquant non seulement aux rapports Arabo-israéliens, mais aussi aux multiples autres conflits qui entretiennent la surmilitarisation de la région. Dans certains cas, le "lobby militaire", qui dispose d'une "rente de confrontation", freinera autant qu'il le pourra la démilitarisation des économies. On sait aussi que même dans les cas les plus favorables de démilitarisation de l'économie, les coûts de reconversion sont élevés au départ. Il faut noter cependant l'effet favorable qu'aura le retour à l'économie civile des nombreux techniciens, souvent les plus qualifiés, affectés

jusqu'ici aux tâches à des tâches liées à la défense. Au total, ce n'est que dans une perspective dynamique, de long terme, que les bénéfices de la paix et de la coopération pourront être récoltés et partagés. Des concours financiers extérieurs importants paraissent indispensables pour assurer dans la période transitoire les moyens que ne pourront apporter des dividendes de la paix trop limités.

II-5 La liaison entre le processus politique d'établissement d'une paix régionale étendue à l'ensemble des conflits, et la mise en oeuvre d'échanges "normaux" et de **coopérations économiques** manifeste une **circularité** qu'il faudra beaucoup de conviction de la part des États pour briser. Pour réaliser des progrès dans les relations économiques, il faut que soit acquise une détente politique et l'acceptation par les adversaires actuels d'un comportement de partenaires. Mais une telle attitude ne peut réellement prévaloir, et le stade de la paix froide, du type de celle qui caractérise les rapports égypto-israéliens, ne peut être dépassé que si un processus de "création de la confiance" est induit par la participation à des projets communs, et l'établissement d'interdépendances. Des **accords sectoriels** sont nécessaires pour démontrer que la coopération est possible et bénéfique pour tous, et donc que la paix est réaliste, mais avant la paix, il est bien difficile de conclure des accords sans arrière pensées, et avec une véritable volonté de réussir. De même faut-il du temps pour réussir les indispensables changements de structure et de mentalités, alors que des résultats rapides et spectaculaires sont requis pour légitimer le processus en cours. On est conduit à s'interroger dans cette perspective sur les implications de l'existence d'Israël et du "refus arabe"¹⁴ sur l'échec économique arabe et les blocages politiques des "démocraties sans démocrates."¹⁵ L'échec de l'économie de rente, la croissance des inégalités internes et entre États, la marginalisation dans l'économie internationale, la crise des finances publiques, l'incapacité des États arabes de la région de mettre en place des politiques de développement efficace du type de celles observées en Asie du sud-est sont-ils de manière déterminante le sous-produit de l'implantation d'Israël, et des perturbations insurmontables qu'elle aurait entraînées? Faut-il au contraire considérer qu'Israël a trop longtemps fourni un alibi facile aux États arabes pour s'exonérer de toute responsabilité dans leurs échecs économiques et leur incapacité de résoudre leurs conflits d'intérêt et d'ambitions.? Nous serions alors proches du moment de vérité, pour la région dans son ensemble, et pour les économies des pays arabes en particulier. La paix et l'insertion d'Israël dans des processus régionaux de développement peuvent stimuler les économies arabes, accélérer leurs efforts de modernisation, les tirer vers l'efficacité et la prospérité, hors du carcan de la militarisation et du primat de la politique. Fort du poids du nombre, du pétrole, de ses élites souvent éloignées aujourd'hui et qui pourraient désirer participer à une expérience prometteuse, le monde arabe pourrait réagir de manière positive à ce défi créateur et en tirer à terme les plus gros bénéfices. Pour ceux qui considèrent qu'Israël ne sera jamais un État comme les autres, cherchera donc à gagner par la paix et la domination économique la maîtrise de la région qu'il ne peut plus assurer par les armes, la seule issue possible serait de reconstruire d'abord "l'ordre collectif arabe", pour pouvoir ensuite aborder en position de force la négociation sur

l'entrée Israélienne dans le monde arabe.¹⁶ L'objection majeure que soulève cette vision volontariste, est le caractère fictif de cet ordre collectif arabe, et l'échec de toutes les tentatives effectuées précédemment en son nom. La situation actuelle ne permet pas d'attendre une évolution très aléatoire, dont on ne voit pas quelle pourrait être l'instrument. Il est probable que les chances d'intégration arabe sont plus grandes avec Israël que sans lui.¹⁷ Israël cependant doit accepter les tentatives de coopération inter-arabes à la recherche de positions communes, et ne pas les récuser systématiquement en acceptant seulement des discussions bilatérales.

II-6 Tout progrès de la coopération intra-régionale conduit à s'interroger sur les **modalités d'insertion dans l'économie internationale** d'économies devenues plus dynamiques, plus ouvertes et moins administrées. La marginalisation actuelle du Moyen-Orient est évidente, au vu notamment de la place très réduite des échanges internationaux de la région dans le commerce mondial, si on excepte le cas du pétrole qui représente 87% des exportations totales. A l'exception de certains produits israéliens de haute technologie, les industries manufacturières sont rarement compétitives, et les producteurs ne sont pas habitués à s'imposer sur des marchés concurrentiels. Il importe donc d'encourager une approche en termes de compétitivité, en évitant des chocs trop brutaux et destructeurs.

Les relations avec l'Union Européenne s'avèrent d'une importance exceptionnelle pour l'avenir du sud de la Méditerranée. Si on ne peut en effet parler d'une véritable politique Méditerranéenne de Bruxelles, des liens particuliers ont été établis, et les pays du sud disposent d'un accès privilégié aux marchés européens pour leurs produits industriels.¹⁸ Il existe des **accords de coopération** entre la Communauté Européenne et tous les États de la zone, Maghreb et Machrek, à l'exception de la Libye. Avec Israël, ils ont été signés en 1975, la zone de libre-échange, prévue par cet accord est devenue effective en 1989. Avec les États arabes ils datent de 1976-1978 (sauf pour la Syrie), et ont été renouvelés en 1987, (la Syrie étant désormais partie prenante). Ils prévoient en particulier l'entrée en franchise de droits dans les pays de la Communauté de la plupart des produits manufacturés et un accès préférentiel pour les produits agricoles, mais sous certaines conditions, en particulier concernant le moment de l'année. La Turquie n'est pas exclue de cette perspective, puisqu'un accord d'association a été conclu dès 1962; suspendu dans les années 1980 après le coup d'État militaire, il a été relancé en 1989, et l'union douanière devrait être réalisée en 1996. Parallèlement à cette ouverture de débouchés, des concours financiers significatifs sont apportés aux pays du sud. Le 4ème protocole financier adopté pour la période 1992-1996, concerne les 7 pays arabes ayant des relations particulières Avec la CEE (les 4 États s: Égypte, Jordanie, Liban, Syrie et les 3 États du Maghreb). Il prévoit des dons et des prêts dans le contexte de la nouvelle politique méditerranéenne pour environ 4,5 milliards d'Ecus, dont une part importante est réservée pour l'aide au financement de projets transversaux impliquant plusieurs pays. Une attention spéciale sera aussi accordée aux opérations liées à la restructuration de la dette et à celles concernant l'environnement. En 1986, le conseil des ministres de la C.E.E. a décidé d'étendre les accords préférentiels aux importations en provenance

des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Les chambres de commerce des territoires doivent délivrer les certificats de provenance. Il a fallu attendre jusqu'à la fin de 1988 l'application de cette décision, du fait des réticences israéliennes, et pour les surmonter, le parlement européen a suspendu la mise en oeuvre de protocoles nouveaux entre la CEE et Israël, jusqu'à ce que celui-ci donne un accord explicite. La CEE, devenue l'Union Européenne s'est par ailleurs engagée lors de la conférence de soutien de la paix réunie à Washington le 1^{er} octobre 1993 à contribuer pour \$600 millions aux dépenses de réhabilitation des Territoires Occupés. L'Union Européenne est donc en mesure d'influencer les comportements politiques et économiques et de peser le moment venu en faveur d'options favorisant une coopération et une solidarité régionale. Les importants financements qu'elle est appelée à fournir peuvent explicitement **privilégier les projets de dimension régionale et d'intérêt commun à plusieurs pays**. Il est particulièrement important que les contributions de l'extérieur ne soient pas détournées des objectifs économiques de ce type au profit d'une répartition selon les circuits traditionnels du clientélisme, et qu'elles ne soient pas considérées comme un moyen privilégié d'assurer des dépenses courantes et de retarder ainsi les réformes structurelles et les ajustements macro-économiques inévitables. Le "syndrome de la rente" est loin d'être définitivement écarté, comme en témoigne les modalités d'utilisation très peu productives des flux d'aide dont ont bénéficié du fait de la guerre du Golfe l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, en 1991 et 1992.

Les relations extérieures de la région posent une autre question traditionnelle dans l'étude des unions douanières et des zones de libre échange: faut-il instaurer un tarif extérieur commun avec un degré significatif de protection envers le reste du monde, ou faut-il s'orienter vers un libre-échange généralisé, au moins à long terme? Assez paradoxalement, Israël serait probablement davantage incliné que les pays arabes à se prononcer pour un tarif extérieur commun aussi élevé que possible car il aurait plus à craindre qu'eux la concurrence des exportations de produits de moyenne et haute technologie d'Asie du sud-est. Cette perspective renforcerait la position de ceux qui considèrent que la création d'un espace économique Moyen-Orient favoriserait excessivement Israël en lui fournissant des marchés captifs, tout en écartant partiellement une concurrence asiatique redoutable. Peut-on cependant considérer comme plausible, compte tenu des tendances mondiales actuelles à l'abaissement des barrières douanières, la construction d'une "forteresse Moyen-Orientale" à l'abri de laquelle s'épanouirait l'hégémonie économique israélienne?

III- Potentiel et enjeux de la coopération régionale.

Le processus de pacification devra surmonter, l'hostilité des partenaires contraints par les exigences du réalisme politique à développer des relations à l'égard desquelles la majorité d'entre eux éprouvent au mieux une froide indifférence, au pire une profonde hostilité. Il sera lent, difficile et parfois coûteux dans un premier temps, de désapprendre la guerre¹⁹, puis d'apprendre la paix. Il n'en est pas moins possible et nécessaire d'examiner dans une

perspective régionale, et en gardant la référence à une évolution allant de la banalisation des rapports économiques, simple coexistence pacifique, à des coopérations de plus en plus étendues et affirmées, les potentiels et les enjeux de l'économie régionale dans une perspective de pacification du Moyen-Orient. On peut distinguer les évolutions que permettra ou suscitera le nouveau climat, du simple fait de l'instauration de nouveaux comportements et d'une rationalité économique plus affirmée des choix de politique économique, et les grands projets dont la conception, le financement et la réalisation ne sont pas concevables sans une coopération régionale authentique.

III-1 Une rationalité économique accrue doit permettre une consolidation macro-économique et une amélioration de l'allocation régionale des ressources.

1). Une croissance forte est indispensable pour la région. Il faut en effet faire face à des défis économiques et sociaux considérables: croissance démographique, en particulier chez les Palestiniens et en Égypte, phénomène d'autant plus déstabilisant qu'il se traduit par une explosion urbaine entraînant une énorme demande de services économiques et sociaux, dont la satisfaction exigera des dépenses considérables; faiblesse générale du revenu par tête, sauf en Israël, insuffisance des ressources en eau disponibles, fragilité de l'environnement. Dans le nouveau contexte régional, il faudra en outre assurer prioritairement l'accueil et l'insertion de très nombreuses personnes qui vont arriver ou revenir: réfugiés palestiniens rejoignant l'entité nationale qui sera créée, réfugiés libanais de l'intérieur ou de l'extérieur réintégrant leur foyer, Égyptiens et Jordaniens rentrant des pays pétroliers, juifs immigrants en Israël. Il faudra reconstruire le Liban et construire les bases économiques de la nouvelle entité palestinienne. Une croissance élevée est aussi indispensable pour combler les retards de développement et réduire les écarts les plus criants de niveaux de vie. Elle est encore une nécessité absolue pour pérenniser une paix qui serait très vite remise en cause si elle n'apparaissait pas rapidement comme génératrice d'une prospérité bénéficiant au plus grand nombre et n'apportait pas d'éléments de solution aux redoutables problèmes de l'emploi et du chômage.

Il s'agit de créer les conditions d'une croissance forte avec un développement progressif des coopérations régionales et des interdépendances, et une forte articulation sur l'extérieur. L'objectif de croissance impose une approche globale, coordonnée et renouvelée des problèmes de déséquilibres macro-économiques et des contraintes d'ajustement qui pèsent sur les pays de la région. Une telle approche concerne très fortement l'ensemble de la communauté internationale, et en particulier les pays arabes pétroliers et les membres de la C.E. Compte tenu du déséquilibre actuel entre ressources et besoins qui caractérise les pays du Proche-Orient, et qui se traduit en particulier par l'ampleur de la dette extérieure, les déficits des balances commerciales (à l'exception récente de la Syrie), le montant très élevé des transferts sans contreparties, les exigences d'investissement massif dans les premières années de la paix ne pourront en aucun cas être franchies sans la mise en place d'un dispositif d'exception réduisant les dettes actuelles, compensant les coûts sociaux de l'ajustement et assurant des transferts de capitaux de dimension exceptionnelle. Plus la région sera en mesure de présenter des politiques coordonnées explicitant des

interdépendances et des solidarités, plus les objectifs macro-économiques seront crédibles, et plus les concours financiers seront abondants.

La "normalisation" devrait se traduire dans un tout autre domaine par la possibilité de mettre en place **des structures financières et fiscales** ne relevant plus de l'état d'exception et de l'improvisation. Tous les États arabes considérés, et dans une moindre mesure Israël, présentent des bilans financiers largement fictifs, une partie importante des dépenses de défense ne sont pas officiellement répertoriées de même que bien des dépenses sensibles du point de vue des gouvernements, tandis qu'une partie parfois majoritaire des recettes provient de sources non officiellement identifiées, domestiques ou étrangères. La question des structures fiscales ne doit pas seulement être posée pour l'État palestinien qui aura l'avantage de partir de zéro, mais devra mener de difficiles négociations avec Israël sur les droits de douane et les taxes sur les marchandises. La fin de l'état de guerre doit conduire à une réflexion systématique au Liban, en Jordanie et en Syrie, sur la construction d'un véritable système fiscal, reposant majoritairement sur des ressources fiscales ordinaires, articulé sur des structures financières et bancaires solides, et identifiant clairement les apports de capitaux extérieurs, et l'utilisation qui en est faite. Pour Israël, il s'agira surtout de réduire une fiscalité étouffante et de transférer vers l'économie civile une partie des ressources affectées à la défense. En Égypte, beaucoup reste à faire pour que le pays dispose d'un véritable système fiscal moderne. La constitution de bases financières et fiscales solides, rendue possible par la paix, est l'une des conditions indispensables pour établir des fondements sains de l'économie, réussir la reconstruction et permettre une croissance forte au Moyen-Orient.

2) L'amélioration du fonctionnement des économies, l'adoption d'objectifs et de critères d'efficacité, par opposition à la "cultures de la confrontation"²⁰ qui caractérise encore la plupart des États et des agents économiques, doit être l'un des apports majeurs de l'économie de paix. L'allocation plus efficiente des ressources affectera autant chacune des économies que l'espace régional dans son ensemble. Les réformes économiques internes doivent être stimulées par le changement du climat politique extérieur. La normalisation des relation politiques et économiques doit permettre d'**éliminer des distorsions et des blocages** qui trouvaient leur source principale dans les tensions et l'état d'exception qui prévalaient dans la région. Les ressources économiques et humaines détournées pour répondre à des considérations stratégiques devraient progressivement être réorientées en fonction de critères économiques (efficacité, productivité, rentabilité). Il faut cependant considérer que dans ce domaine, l'évolution ne peut être que lente et partielle. Une longue période de transition sera nécessaire pour que l'allocation des ressources puisse s'effectuer selon des critères essentiellement économiques. Ainsi la création d'un port dans la bande de Gaza, revendication palestinienne acceptée par des israéliens, répond beaucoup plus à des objectifs politiques qu'à des nécessités économiques. Il faudra donc être très attentif aux coûts que pourront entraîner dans tous les pays concernés les réticences à abandonner l'optique de la souveraineté au profit d'une approche réellement économique. Les progrès de la "pacification" seront mesurés par les évolutions dans cette direction. **La réduction des distorsions**

apportées à la géographie naturelle, dans le domaine des transports, et des échanges, la résorption des détournements stratégiques de l'espace s'il existe une volonté partagée de les rendre effectifs, ouvrent un très large champ à l'accroissement de l'efficacité économique et à la croissance dans un Proche-Orient reconstitué, inséré dans un ensemble Moyen-Orientel acceptant le jeu de relations simplement normalisées.

3) Dans une telle conjoncture d'amélioration de l'allocation des ressources productives et l'orientation des activités vers la production de biens et services tenant davantage compte des besoins et des contraintes du marché, permises par le nouveau climat politique, les échanges entre des voisins qui pourront rechercher des complémentarités, et des économies d'échelle seront stimulés. On sait qu'à court terme, en projection statique, même si les blocages envers les produits israéliens sont levés, les perspectives sont peu favorables (le cas des échanges entre Israël et l'État palestinien étant particulier), tant pour les échanges interarabes que pour les échanges arabes avec Israël. Selon une étude récente, la levée du boycott permettrait des ventes israéliennes à 5 pays arabes (Égypte, Syrie, Jordanie, Arabie Saoudite et Émirats), de \$2.5 Ma, et des ventes de ces pays de \$1.1 Ma à Israël, soit 13% des exportations israéliennes, et 3,7% des exportations arabes totales. ²¹ Il s'agit toutefois d'une projection à partir des structures actuelles d'échange des pays concernés, et donc d'une évaluation des seuls effets d'une réallocation du commerce actuel. Il faut donc aborder la question dans une perspective dynamique pour apprécier les effets potentiels sur les échanges intra-régionaux d'une extension des coopérations permises par le processus de paix. Dans un premier temps, l'économie israélienne sera gagnante à l'ouverture des marchés arabes, car elle offre de nombreux produits qui peuvent les intéresser, alors que les pays arabes n'ont pas grand chose à échanger entre eux et avec Israël. Il faudra procéder par étapes, contrôler le développement des échanges, et postuler une dynamique de la situation qui accélérera le processus d'industrialisation et de spécialisation dans des productions à forte valeur ajoutée dans les pays arabes. Des entreprises industrielles communes à plusieurs pays sont envisageables (par exemple pour l'exploitation de la mer Morte); elles seraient créatrices de nouveaux courants d'échange. Les États décidés à soutenir le processus de paix par leurs contributions (comme le promettent la CEE, le Japon, les États Unis), devront aussi s'ouvrir aux produits industriels provenant de la région lorsque le développement de celle-ci accroîtra son potentiel d'exportation, et aux produits agricoles. Les accords entre l'Union Européenne et les pays arabes et Israël devront être confirmés et élargis dans toute la mesure du possible.

4) Parallèlement à la levée de certaines des contraintes et des distorsions qui font actuellement obstacle au bon fonctionnement d'une économie de production et d'échanges efficace, le processus de paix doit permettre de valoriser ou de redécouvrir certains atouts de la région, dont l'exploitation exige au moins une coexistence pacifique entre les États voisins. Le plus remarquable de ces atouts tient au potentiel humain de cette région. Autant que la stérilisation des ressources humaines par la militarisation, les 45 ans de conflit ont entraîné des départs massifs, et parfois une véritable fuite des éléments souvent les plus dynamiques et les plus

qualifiés de la population des pays et territoires arabes. Il s'agit en premier lieu des Palestiniens, dont le niveau d'éducation est le plus élevé des pays arabes, qui occupent souvent dans leur lieu de résidence des fonctions à forte qualification, ou qui sont devenus des hommes d'affaire prospères dans les pays du Golfe, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord. S'il paraît exclu que tous les réfugiés ou expatriés palestiniens s'installent dans le nouvel État, on peut escompter un apport substantiel de compétences et de capitaux, susceptible de donner consistance aux projets d'activité de haute valeur ajoutée et de forte technicité, dans l'industrie comme dans les services. Une analyse de même nature peut être appliquée au Liban dont la reconstruction dépend étroitement du retour d'une partie au moins de ses citoyens qui ont fui la guerre et les destructions, et des capitaux qu'ils contrôlent. Sans paix dans la région, la situation du Liban restera précaire, et ses émigrés ne reviendront pas. Même les relations Libano-Syriennes devraient être modifiées par un climat de paix et de normalisation, améliorant ainsi les perspectives de la reconstruction. Le retour des cerveaux et des capitaux pourrait aussi affecter favorablement la situation économique de la Jordanie et surtout de la Syrie, et l'Égypte ne manquera pas d'être favorablement influencée par un tel mouvement, expression d'une confiance rétablie dans l'avenir de la région. Cette richesse humaine arabe, si elle peut être associée à celle tout aussi remarquable d'Israël pourrait donner naissance à un réseau régional de recherches fondamentales et appliquées, et de formations professionnelles s'attachant spécialement à la solution des problèmes communs (gestion de l'eau, lutte contre la pollution, traitement des déchets par la biotechnologie, recherche sur les maladies tropicales, énergie renouvelables, urbanisme et aménagement, maîtrise du développement touristique. . . .). Cette attractivité retrouvée ne concerne pas seulement les retours des personnes, elle jouera aussi en faveur des **investissements de capitaux arabes** non liés à des considérations de liens avec le pays d'origine, mais choisissant, à risque et rendement équivalents, la région. De même, une région pacifiée et dont les pays membres entretiennent des relations satisfaisantes, pourra espérer attirer des capitaux internationaux, sensibles aux possibilités de croissance économique. Une insertion progressive de l'État d'Israël dans son environnement géographique devrait permettre une utilisation bénéfique pour toutes les parties concernées de son haut niveau de technologie, et des compétences acquises dans des domaines cruciaux pour le développement de toute la région. Un accroissement des **investissements étrangers** dans le pays est aussi à attendre après une normalisation de ses rapports avec ses voisins.

5) La disparition des obstacles politiques au franchissement des frontières et à la circulation des hommes et des marchandises, doit permettre à la région de retrouver les avantages que lui confère sa **localisation géographique** et sa position entre une Europe Occidentale proche, qui demeure une puissance économique notable, avec un pouvoir d'achat par habitant élevé, les producteurs de pétrole du Golfe contrôlant une matière première qui ne manquera pas de s'apprécier dans un futur sans doute proche, et les économies en pleine expansion de l'Asie de l'Est. Le potentiel touristique est considérable, avec un effet multiplicateur des capacités à l'échelle régionale par rapport à celles de chaque pays pris individuellement. De très gros investissements

dans ce domaine peuvent être très rapidement réalisés. Les activités de transit et de services peuvent aussi rapidement se développer, si les infrastructures indispensables sont mises en place, dès lors que prévaudront des relations apaisées entre les États de la région. Une situation de ce type devrait intéresser la Turquie qui pourrait largement bénéficier des marchés, de la gestion coordonnée des ressources en eau, de l'amélioration des réseaux de transport, y compris l'énergie, des transferts réciproques de technologie appropriée aux caractéristiques communes de la région, des capitaux extérieurs dont une partie pourrait s'investir chez elle.

III- 2 Les grandes chantiers de la future coopération régionale

1). La question de l'eau est vitale dans la région et constitue l'un des enjeux majeurs de la négociation pour la paix, et des coopérations régionales à venir.²² Toute approche du problème doit tenir compte de préalables très contraignants: les données purement techniques sont loin d'être totalement connues, et font souvent l'objet d'informations délibérément fausses; le droit international ne s'intéresse qu'à la navigation, mais est muet sur les conditions d'utilisation des eaux de fleuves traversant plusieurs pays, et il n'existe pas de concept juridique de bassin fluvial international; les conflits sur l'eau ont souvent une dimension historique et politique qui rend irréaliste une approche purement technique. La situation de pénurie est alarmante en Cisjordanie et en Jordanie, elle est catastrophique dans le territoire de Gaza. Israël prélève une partie importante des ressources de la Cisjordanie, et des hauteurs du Golan, et en dépit de techniques très élaborées pour économiser l'eau et l'utiliser efficacement, en manque de plus en plus. La Syrie est déficitaire, en particulier dans le sud, l'Égypte elle-même, avec environ 1200 M3/an par personne est sensiblement en dessous du seuil d'abondance fixé à 2000 M3/an par personne. Seul le Liban parmi les États du noyau Proche-Orient dispose d'éventuels excédents, mais refuse des prélèvements dans les conditions actuelles. Dans la périphérie, l'Irak dispose de plus de 4000 M3/an par personne, mais les fleuves et rivières viennent pour l'essentiel de Turquie. La Turquie, en conflit avec la Syrie à propos des eaux de l'Euphrate, mais aussi à propos de celles de l'Oronte, et en rapports tendus avec l'Irak pour les eaux du Tigre et de l'Euphrate est le château d'eau régional, elle n'entend contribuer éventuellement à des solutions qu'en échange de contreparties économiques susceptibles de raviver son intérêt pour un monde arabe dont elle a tendance à se détourner. Aucun traité n'est concevable qui n'aborde explicitement le problème de l'eau, ne prévoit les modalités de règlement des conflits actuels et ne fournisse à chaque partie des garanties pour le futur. Divers schémas ambitieux de "l'eau contre la paix" ou de "communauté orientale de l'eau" ont été évoqués, ils ne seront viables que dans la mesure où ils parviennent à obtenir pour la zone la plus déficitaire (le cercle interne, Israël, Territoire Palestinien, Jordanie), des ressources complémentaires en provenance de l'extérieur. Les questions soulevées sont techniques et économiques, mais aussi politiques et sont porteuses d'une dimension symbolique dont on ne doit pas sous-estimer l'importance pour tout processus de normalisation dans la région. Les partenaires extérieurs de la

négociation ont de ce fait un rôle important à jouer pour dédramatiser les débats en favorisant l'établissement de dossiers techniques non partisans sur le besoins en eau, les ressources de la région et les conséquences des politique suivies par les parties.

Dans l'immédiat, c'est dans le cercle interne que les conflits sont les plus durs, et les solutions les plus urgentes. La question des prélèvements israéliens dans les nappes phréatiques de Cisjordanie, de la pénurie croissante dans la bande de Gaza avec une montée de la salinité, celle du partage des eaux du Jourdain et de ses affluents entre la Jordanie, la Syrie, Israël et l'entité palestinienne ainsi que celle des droits du Liban sur les eaux du Litani et une partie de celles du Hasbani doivent pouvoir être abordées à partir de dossiers fiables, de données sûres et d'expertises impartiales. Les questions relevant du cercle interne portent aussi sur la mise en place de dispositifs favorisant la diffusion des technique les plus efficaces d'utilisation et de gestion de l'eau dans le domaine des cultures mais aussi dans celui de la récupération des eaux de pluie ou le recyclage des eaux usées. Les Israéliens dont les techniques d'irrigation permettraient d'économiser les deux tiers de l'eau exigée par les techniques traditionnelles de la région²³, développent volontiers l'argument selon lequel le premier impératif du côté arabe est de réduire le gaspillage, non d'accroître le volume d'eau disponible. En tout état de cause, il faut encourager les échanges de connaissances en la matière, les confrontations d'expériences et le développement de recherches coordonnées. La question de l'accroissement des surfaces irriguées, énormes consommatrices d'une eau de plus en plus rare et coûteuse, pour une production agricole à valeur relativement faible devra sans doute rapidement être posée. Pour le moment, il s'agit d'un tabou politique et même quasiment mystique dans les trois entités considérées.

Par ailleurs, il faut élargir les perspectives en reprenant en considération des projets impliquant des participants régionaux plus lointains; de tels projets n'ont jamais pu être sérieusement étudiés jusqu'ici car la situation politique les rendaient en tout état de cause irréalistes. Il s'agit avant tout des possibilités de construire une canalisation, "le canal de la paix" pour amener du sud de la Turquie l'eau du Ceyhan et du Seyhan, deux fleuves côtiers qui se jettent dans la Méditerranée près de la frontière syrienne. En accroissant sensiblement les disponibilités en eau de la région, ce projet permettrait une redistribution générale des ressources réduisant ainsi considérablement les conflits pour le partage des eaux, dans la région du Jourdain notamment. La position turque est évidemment décisive dans ce projet.²⁴ Après avoir assuré entre 1987 et 1991 la promotion de ce projet, l'eau devant être vendue moins cher que celle d'usines de dessalement, le gouvernement turc a fait machine arrière, devant les réticences des "clients" à payer l'eau, et a mis l'accent sur les besoins croissants de la Turquie, qui cesserait ainsi d'être un exportateur potentiel. Le nouveau climat régional pourrait conduire à une révision de cette attitude. On a aussi évoqué la possibilité de tankers d'eau douce approvisionnant les côtes israéliennes depuis la Turquie, d'usines de dessalement de l'eau de mer, d'une canalisation apportant à la bande de Gaza et au Negev de l'eau du Nil (cette dernière éventualité semble cependant aujourd'hui définitivement éliminée). Seule une garantie venant de l'extérieur peut faire progresser des schémas qui impliquent à la fois des coûts très élevés, et des risques considérables pour les pays dont

l'approvisionnement en eau dépendrait de circuits très vulnérables en cas d'agression. Par contre, des décisions rapides et des débuts de réalisation dans ce domaine seraient une manifestation spectaculaire d'une dynamique de la paix qu'elles contribueraient à renforcer.

2). **Les transports** constituent un deuxième domaine de mise en oeuvre d'un projet collectif répondant à un besoin manifeste, susceptible de renforcer le potentiel économique de la région et d'améliorer l'efficacité de ses structures productives. La création de l'État d'Israël et les querelles interarabes ont brisé la continuité d'un espace où précédemment les relations étaient denses de la frontière turque au Caire et de la Méditerranée au désert. Les ruptures ou les détournements de trafic sont aujourd'hui la règle générale, et l'une des priorités de la reconstruction doit être la mise en place d'un réseau de transports qui tienne davantage compte de la géographie et surmonte les pesanteurs issues de l'histoire récente. Il s'agit à la fois de permettre une intensification, dans des conditions d'efficacité économiques, des échanges intra-régionaux, et de redonner à la région sa fonction de zone d'échanges et de transit que sa situation lui permet de jouer, et qu'elle a longtemps remplie. Dans le domaine routier, au moins deux grands projets devraient être réalisés. Il faudra réhabiliter et mettre aux normes internationales l'axe nord-sud qui liait autrefois le Caire à Haïfa, Beyrouth, Lattaquié et Adana en Turquie en longeant la côte. La liaison automobile directe entre l'Égypte et la Turquie et l'Europe à travers un territoire longtemps fragmenté présente un intérêt économique incontestable, mais aussi une signification politique et symbolique de grande importance. Il faudrait par ailleurs construire une transversale Est Ouest, avec éventuellement plusieurs branches, reliant Gaza à la Cisjordanie et à la Jordanie, offrant à cette dernière un débouché sur la Méditerranée et désenclavant les deux parties de l'entité palestinienne. Des études sont déjà avancées conduisant à des propositions précises sur les ponts à construire ou à renforcer, et sur les routes à édifier pour désenclaver les Territoires Occupés, et améliorer les liaisons entre la Jordanie, la Cisjordanie et Gaza et la côte Méditerranéenne. Des propositions précises sont actuellement à l'étude.²⁵ On parle aussi de la reconstruction du chemin de fer Le Caire-Haïfa, et d'autres possibilités de développement de voies ferrées sont évoquées. Les projets de port dans la bande de Gaza et d'aéroport "palestinien" répondent par contre à une logique essentiellement politique et de court terme il faudrait examiner leur justification économique dans une situation de véritable coopération régionale, et raisonner en termes de capacité globale et d'aménagement optimal du territoire.

3). En matière **énergétique**, des relations de coopération et d'interdépendance permettraient des gains économiques considérables, du fait de l'ampleur des distorsions et des gaspillages actuels. En ce qui concerne les **hydrocarbures**,²⁶ on constate que les voies les plus directes d'évacuation du pétrole irakien et saoudien par la Méditerranée sont abandonnées depuis longtemps, alors qu'ont été mises en place de grandes capacités de transport par oléoducs vers la mer Rouge et vers la Turquie, pour réduire les risques du passage par les détroits du Golfe. L'oléoduc trans-israélien Eilat (sur la mer Rouge)-Aschod sur la Méditerranée, bien que de faible capacité (10 mt/an), est actuellement sous utilisé, il achemine seulement les quelques 1,5 à 2

MT/an de pétrole égyptien acheté par Israël. Le Sumed (oléoduc Suez-Méditerranée traversant l'est de l'Égypte) a vu sa capacité portée récemment de 80 MT à 120 MT/an. Il est actuellement (avec le canal de Suez) la seule voie de transit utilisable pour acheminer vers la Méditerranée le pétrole du Golfe. Construit lors de l'occupation du Sinaï par les Israéliens, son parcours "stratégique" est loin d'être le plus court et le plus économique possible. La paix devrait en premier lieu permettre la reconstruction ou la réhabilitation de l'ancien oléoduc de la Tapline reliant les champs saoudiens à Haïfa (Israël) et à Saida au Liban., (capacité de 120 MT/an) et de celui reliant les champs du nord de l'Irak à Tripoli (Liban) et Banias (Syrie). Haïfa, Banias, Tripoli peuvent ainsi redevenir des centres de transit et de transformation des hydrocarbures. Un deuxième grand projet envisage le prolongement du Sumed à travers la mer Rouge jusqu'à Yanbo, le grand port pétrolier saoudien. Une variante pourrait être la construction d'une voie directe Yanbo-Aqaba-Sinaï qui attendrait la Méditerranée en Égypte, à Rafah, port jouxtant la territoire de Gaza. Cette conduite aurait une capacité au moins égale à celle du Sumed (120 MT/an. Les perspectives de transit d'exportations gazières du Golfe (depuis les gros gisements de Qatar en particulier), ne peuvent concerner l'avenir immédiat, mais elles doivent être prises en compte. Outre les conditions économiques favorables, la stabilité politique de la région est une condition impérative pour de tels développements. On évoque la possibilité, à plus court terme, de la construction d'un gazoduc transportant du gaz produit dans le nord de l'Égypte vers Israël, la Palestine, la Jordanie, voire le Liban et la Turquie. La réalisation de ce projet, très représentatif d'objectifs qui ne sont concevable et réalisables que dans un climat de confiance et de coopération entre toutes les parties intéressées, dépendra en particulier si ce climat est établi, de la dimension du gisement égyptien découvert par l'ENI.

Le pétrole transitant vers la Méditerranée pourrait être raffiné sur place, en quantité beaucoup plus importante que celle permise par les conditions actuelles. Des installations pétrochimiques construites sur la côte pourraient traiter une partie du gaz acheminé depuis Qatar, qui serait ainsi exporté sous forme valorisée d'intermédiaires chimiques, moins coûteux à transporter vers les marchés européens que le gaz liquéfié. Le gaz pourrait aussi approvisionner des centrales électriques, cette utilisation prenant une nouvelle signification dans le contexte de la mise en place de l'interconnexion des réseaux électriques dans l'ensemble de la région. Les perspectives en ce domaine sont extrêmement prometteuses. Une première étape serait une ligne à haute tension entre l'Égypte et Gaza ou Aqaba, l'ensemble de la région pourrait par la suite être interconnectée, avec tous les avantages en termes de régulation des productions et d'économies d'investissement qu'une telle situation permet. A plus long terme, est étudiée une interconnexion de l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen. On pourrait ainsi tirer parti des décalages de consommation électrique entre l'Europe qui enregistre les maxima pour le chauffage en hiver et les pays du sud en été pour la climatisation. Le champ ouvert en termes d'investissements, de travaux publics, de consommation de gaz ne nécessitant pas un transport trop lointain est extrêmement prometteur.²⁷, même si les problèmes techniques à résoudre sont considérables. La construction d'usines de dessalement d'eau de mer utilisant le gaz peut aussi être envisagée. La résurgence du

projet mythique de canal entre la Méditerranée (Gaza) et la mer morte, évoquée dans les annexes de l'accord Jéricho-Gaza, relève sans doute de l'utopie mobilisatrice plus que du réalisme économique. Il n'est pas moins évident que la baisse des apports du Jourdain, dont la quasi totalité des eaux est prélevée en amont, entraîne une baisse inquiétante du niveau de la mer morte. Une réponse plus réaliste dans le court terme pourrait être fournie par une proposition italienne de conduite forcée de la mer Rouge vers la mer morte. En tout état de cause, de telles perspectives dépassent le cadre des relations bilatérales israélo-palestiniennes, pour s'inscrire dans un champ régional, avec un financement international.

4). **L' environnement** constitue un autre domaine privilégié de la future coopération régionale, soutenue et cautionnée par les partenaires extérieurs du processus de paix. Les travaux du Plan Bleu Méditerranéen²⁸ ont démontré la fragilité de l'environnement dans la région et les risques considérables d'une croissance non contrôlée, multipliant les sources de pollution et accélérant la destruction du milieu. Il paraît dans ces conditions tout à fait essentiel que dans la mise en oeuvre d'un processus de reconstruction de la région, on refuse que l'urgence et la pénurie de fonds justifient l'abandon de toute préoccupation en matière d'environnement. Il appartiendra aux partenaires extérieurs d'imposer dans tous les programmes qu'ils contribuent à mettre en oeuvre et au financement desquels ils participent, une analyse de l'impact environnemental pour l'ensemble de la région, et une prise en compte explicite des effets ainsi mis en évidence au moment de la réalisation. Outre tous les problèmes liés à la gestion de l'eau, on peut citer la protection du littoral, les questions de l'habitat et de l'entretien des sites, celles posées par les déchets industriels et ménagers, l'énergie et le contrôle de la pollution atmosphérique, les problèmes particuliers de la protection de l'environnement dans les zones arides, y compris le reboisement pour lequel l'expérience Israélienne est exemplaire. La densification inéluctable de la population dans une partie de la région conduit à attacher une importance particulière aux phénomènes de l'urbanisation et à développer les études, les propositions et les initiatives en matière de **planification urbaine**.

5). Un cinquième axe pour la reconstruction de la région relève davantage de l'adoption d'un objectif collectif que d'un domaine d'intervention bien défini. Il s'agit en effet de susciter, soutenir et multiplier les initiatives pour rendre à la région son rôle de **lieu privilégié de transit et de rencontre**, de centre de services financiers et commerciaux, de carrefour d'activités tertiaires de toutes natures. Une très ancienne tradition dans ce domaine, la bonne qualification d'une proportion élevée de la population, la connaissance très répandue des langues étrangère et les liens maintenus avec les communautés originaires de la région établies à l'étranger, une situation géographique exceptionnelle, entre l'Europe et l'Asie, la proximité des États pétroliers du Golfe, confèrent au Proche Orient des avantages comparatifs tout à fait remarquables sur lesquels on peut fonder sa prospérité future. Cet objectif général ne pourra être progressivement atteint que si deux grandes catégories de conditions sont réunies. Il faut que soient rapidement construites ou réhabilitées les infrastructures indispensables: hôtels, centres d'affaires, et surtout réseaux de télécommunications. Il faut aussi que les effets de synergie puissent

jouer à l'échelle de l'ensemble de la région, les différents centres devant être plus complémentaires que concurrents, les services rendus ne devenant attractifs pour les entreprises internationales que si la qualité est assurée partout, et si c'est bien la région dans son ensemble qui apparaît fiable et sûre. Le tourisme, qui dans la situation actuelle est déjà une source d'emplois et de revenus très significative: il a rapporté en 1991 \$ 2,3 Ma à l'Égypte, \$ 1,67 Ma à Israël, \$ 500 Mi à la Jordanie, et \$ 300 Mi à la Syrie. Il peut accéder au rang d'activité majeure, bénéficiant considérablement de la paix retrouvée et d'une approche globale par les agences de voyage et les organisateurs de circuit d'une région qui constitue un ensemble au potentiel tout à fait exceptionnel. Les perspectives d'un aménagement coordonné des côtes du golfe d'Aqaba, qui concerne l'Égypte, Israël, la Jordanie et l'Arabie Saoudite, peuvent donner lieu à une opération exemplaire de développement concerté, respectueux de l'environnement, et dont toutes les parties tireraient de gros avantages.

Éléments de conclusion

1- La paix ne résoudra pas par miracle, et immédiatement, les problèmes économiques de la région. Il y a de nombreux obstacles à surmonter qui ne dépendent pas des relations israélo-arabes.

2- L'hypothèse à retenir est celle d'une véritable pacification qui s'étend des rapports entre Israël et les arabes aux relations entre l'ensemble des pays de la région. Il n'y a pas de modèle de référence, mais, de la normalisation aux projets sectoriels et à la coopération, un vaste ensemble de rapports possibles, à géométrie variable.

3- Les solutions techniques ne peuvent jamais être envisagées indépendamment des réalités politiques, mais celles-ci sont modifiées par la réussite des projets techniques. Il faut développer un processus d'établissement de la confiance. Il signifie notamment que la nouvelle logique de la sécurité doit être celle de la croissance et de l'amélioration du niveau de vie, à la place de la logique de la confrontation militaire.

4- Il existe des relations étroites entre la libéralisation économique, la libéralisation politique, la paix et la coopération régionale.

5- Les dividendes de la paix sont limités à court terme. Il faut se situer en dynamique pour évaluer les gains liés en particulier à la rationalisation économique et aux grands chantiers régionaux.

6- Le problème du partage des gains est essentiel. La coopération ne pourra réussir que si elle assure une croissance pour tous et une réduction sensible des inégalités intra-régionales, dont bénéficieront les pays les plus pauvres.

7- Les concours financiers extérieurs et l'ouverture des marchés, européens en particulier, sont une nécessité absolue.

La construction à long terme d'une communauté économique Moyen-Orientale relève certes de l'utopie, mais on peut lui appliquer une formule souvent entendue en Israël, "soyez réaliste, demandez l'impossible".

¹¹ Nous retiendrons une délimitation souple de l'aire "Sud Méditerranée" : les Balkans sont exclus de notre analyse qui s'intéresse à l'ensemble des pays arabes, en privilégiant la partie orientale de la Méditerranée, et en incluant, le cas échéant les Etats non riverains, et la Turquie. Mention pourra être faite aussi de l'Iran.

² Les données proviennent essentiellement du FMI, Direction of Trade Statistics Yearbook, 1993. Certains pourcentages ont été arrondis pour mieux mettre en évidence les ordres de grandeur. 1993.

³ Voir sur ces questions Brahim, A. Dimensions et perspectives du monde arabe, Paris Economica, 1977.

⁴ Hershlag Z.Y. "Feasibility of a Middle Eastern Community" communication au colloque "évolution des enjeux et des rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale", Istanbul, septembre 1993

⁵ Voir Nunez Villaverde J.A. "A study of the peace dividend reallocation of resources to the civil sector in the M.E. countries". Communication au Symposium de Strasbourg "The Middle East Economy in a prospect of Peace", juillet 1994.

⁶ Les perspectives et les futurs programmes sont présentés par la Banque Mondiale, "Developing the occupied Territories: an investment in peace", sept. 1993; "Mid-East peace talks, regional cooperation and economic development, a note on priority regional projects", sept. 1993 et "Emergency assistance program for the occupied territories", mars 1994.

⁷ Cf Commissariat Général du Plan, L'Europe, la France et la Méditerranée: vers de nouveaux partenaires, Paris, la documentation française, juin 1993, chapitre 4.

⁸ Ciller Tansu "Turkey and Nato: stability in the vortex of change", Nato Review, vol. 42, No 2 1994.

⁹ Cf Rodney Wilson, "The economic relations of the Middle East: Toward Europe or within the region?" The Middle East Journal, vol. 48, number 2, Spring 1994

¹⁰ De nombreuses études ont été réalisées depuis le début des années 1980 par divers groupes, notamment à l'Institute for Social and Economic Policy in the Middle-East, de la John Kennedy school of government, Harvard University. Elles développent le thème d'économies ouvertes, étroitement associées, s'orientant vers une forme de confédération. Cf Fisher S. (and others), Securing peace in The Middle-East/: projects on economic transition. Cambridge MIT Press 1994

¹¹ cf Abd-El Fadil, M. "The Middle Eastern Free Trade Area: a skeptical note", communication au colloque "L'économie du Proche-Orient dans une perspective de paix", Strasbourg, juillet 1994. et Hershlag Z. Y. "feasibility of a middle-eastern community", communication au colloque "Évolution des enjeux et des rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale", Istanbul, septembre 1993

¹² Les références sont très nombreuses sur les positions des économistes arabes. On citera en particulier M. Abd El Fadil, Les projets économiques pour le Moyen-Orient, Revue d'Etudes Palestiniennes, No 50, hiver 1994, et Fisher S., Rodrik D. et Tuma E. The Economics of Middle-East Peace, MIT Press, Cambridge Massachussets, 1993

¹³ Ould Aoudia, J. "Economie et Paix au Proche-Orient", Economie Internationale, revue du CEPII, No 58, 1er Tr. 1994

¹⁴ Pour reprendre le titre de l'ouvrage de M. Rodinson, Israël et le refus arabe, Paris seuil; 1968

¹⁵ Salamé G. Démocraties sans démocrates, Paris, Fayard, 1993.

¹⁶ Voir M. Abd-El Fadil, op. cit.

¹⁷ Cf. Charif H. "The peace process: potentialities and challenges for regional cooperation in industrial and technological development", et Abdel Jaber T. "The impact of the Israeli economy on the neighbouring Arab countries in time of peace: an Arab point of view", communications au colloque de Strasbourg précité.

¹⁸ Voir Bensidoun I. et Chevalier A. Les échanges commerciaux euro-méditerranéens, Economie Internationale, revue du CEPII, Paris, la Documentation Française No 58, 2ème trimestre 1994. P

¹⁹ Formule empruntée à K. Salamé, Le Monde, 6/09/1994

²⁰ Cette expression heureuse est utilisée pour décrire l'attitude des entrepreneurs syriens face aux perspectives d'ouverture et de concurrence que l'évolution en cours fait apparaître par Joseph Bahout "Les entrepreneurs syriens et la paix au Proche-Orient", Rapport au colloque de Strasbourg, l'économie du Proche-Orient dans une perspective de paix, juillet 1994

²¹ Ben Chaim M. "Israel-Arab countries trade", Peace Projects, Tel Aviv University, 1993. Cité par Tayseer Abdel Jaber, réf. 17.

²² Une très utile synthèse de la question est présentée dans Monde arabe-Maghreb-Machrek, No 138 Oct/Déc. 1992, consacré à "la question de l'eau au Moyen-Orient, discours et réalités". Pour une perspective plus large, voir

Margat J. L'eau dans le bassin méditerranéen; situation et prospective. Les fascicules du plan bleu No 6, Paris Economica, 1992

²³ Cf Hershlag, Z.Y. Op. Cit. note 4.

²⁴ Voir Beschorner N. "Le rôle de l'eau dans la politique régionale de la Turquie", Maghreb-Machrek, Op. Cit.

²⁵ voir le document de la Banque Mondiale "Developing the occupied Territories, an investment in peace, septembre 1993. La France s'est vu confier la responsabilité du groupe de travail sur l'ensemble des modes de transport, l'un des groupes de travail créé à la conférence de Madrid en 1992. Une réunion tenue en juin 1994 fait état de projets assez précis.

²⁶ Blin L. "Le transit pétrolier entre le Golfe de Suez et la Méditerranée", revue Egypte-Monde Arabe, No 9 1992. et "les hydrocarbures du Golfe et les perspectives énergético-industrielles d'un Proche-Orient en paix". colloque de Strasbourg précité. Pour une analyse d'ensemble: Grenon M. Energie et environnement en Méditerranée, fascicules du Plan Bleu No 7, Paris, Economica, 1992.

²⁷ Il ne s'agit pas de pures abstractions, des études ont été réalisées sur la question; Voir par exemple Grenon M. "La coopération méditerranéenne par les interconnexions énergétiques" in Dumas M.L. (ed), Méditerranée Occidentale, Sécurité et coopération. Paris, FEDN 1992. ou Fonds Arabe de Développement Economique et Social, "Les interconnexions électriques entre les pays arabes", rapport à la 5ème conférence arabe de l'énergie, Le Caire, mai 1994.

²⁸ Une synthèse des travaux est présentée dans Grenon M. et Batisse M. Le Plan Bleu, Avenir du Bassin Méditerranéen. Paris, Economica, 1988.

Table 1:

The Middle East Region: Population, Economic Performance and Industrial Wealth Creation

Country	Population in mill. End 1992	GDP 1992 US \$ bill.	GNP 1992 US \$ per cap.	Gross wealth created by manufacturing industry 1991/2	
				US \$ mill.	US \$ per capita
Israel	5.12	65.59	12,429	14,275.7	2,788
Occupied Territories	1.70	2.52	1,640	171.1	102
West Bank	1.02	1.88	1,934	100.5	100
Gaza	0.68	0.64	1,203	70.6	104
Egypt	54.80	33.49	630	4,435.0	81
Jordan	3.80	4.79	1,261	626.6	165
Syria	12.93	13.69	1,059	569.4	44
Lebanon	3.71	5.55	1,132	529.1	143
Saudi Arabia	16.90	118.55	7,071	7,956.6	488
Total	98.96	244.18	2,457	28,563.5	

Source: Various data, i. a. from the World Bank, the IMF and the Federal Statistical Office

Table 2:

The Middle East Region: Intra-regional and International Trade

Country	Total exports					Total imports				
	US\$ mill.	EC	USA	Region	Rest of World	US\$ mill.	EC	USA	Region	Rest of World
	Share in %									
Israel (1992)	12,444	34.3	30.2	0.0	35.5	18,557	50.2	17.2	0.0	32.5
Syria (1992)	1,281 ^{b)}	62.8	0.8	-	-	1,445 ^{b)}	36.2	6.5	-	-
Jordan (1992)	1,219	3.0	-	15.3	-	3,339	28.6	10.8	5.8	54.8
Egypt (1991/2)	3,636	28.3 ^{a)}	7.6	10.1	54.0	10,040	27.5 ^{a)}	16.1	3.2	53.2
Saudi Arabia (1989)	27,741	-	-	-	-	21,153	30.6	18.2	1.9	49.3
Turkey (1991)	13,594	51.8	6.7	6.8	34.7	21,047	43.8	10.7	4.2	41.3
^{a)} Western Europe. - ^{b)} Converted at the middle rate between the official rate (11.25 Syrian pounds per US \$) and the exchange rate in neighbouring countries (43 Syrian pounds per US \$): the middle rate is 27.1 Syrian pounds per US \$.										

Source: IMF, Recent Economic Development: Jordan, Israel, Turkey, Saudi Arabia, Syria and Egypt, February - October 1993; calculations by the IFO Institute

Table 3:

A Comparison of Regional Export and Import Shares in %

Country	Exports to		Imports from	
	Region	Turkey	Region	Turkey
Israel (1992) ^{a)}	0.05	8.8	0.03	4.2
Syria (1990)	14.4	2.7	3.6	7.7
Lebanon (1989)	34.0	0.8	1.2	6.1
Jordan (1992)	15.3	2.4	5.8	4.4
Egypt (1992)	19.1 ^{b)}	0.6	1.9	1.5
Saudi Arabia (1989)	-	-	1.9	1.8
Turkey (1990)	6.7	-	4.2	-
^{a)} Only Egypt; without oil exports from Egypt. - ^{b)} Without oil exports to Israel 10.0 %.				

Table 4:

The Share of Major Product Groups in Intra-regional Exports
by the Middle East Region

Country	Exports to the Region, US \$ mill.	Agricultural products	Textiles clothing	Rest
		Share in %		
Syria (1990)	608.8	59.2	10.0	30.8
Lebanon (1989)	138.6	41.2	14.5	44.3
Jordan (1992)	142.4	39.1	5.8	55.1
Egypt (1992) ^{a)}	304.9	45.1	12.3	42.6
Saudi Arabia (1989) ^{b)}	401.0	57.5	10.0	30.5
Turkey (1990)	871.1	38.5	17.0	44.5
^{a)} Excl. oil exports to Israel from the region. - ^{b)} Imports, or share in imports.				

Source: Compiled from UNCTAD statistics (Comtrade Data Bank)

iai ISTITUTO AFFARI
INTERNAZIONALI - ROMA

n° : 14506

13 OTT. 1994

BIBLIOTECA